

RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1963 B 00088
Numéro SIREN : 063 200 885
Nom ou dénomination : S T R E G O

Ce dépôt a été enregistré le 01/03/2018 sous le numéro de dépôt 2374

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ANGERS

19 RUE RENE ROUCHY - BP 80003
49055 ANGERS CEDEX 02
sur le site : www.infogreffe.fr

TEL : 02.41.87.89. (30 ou 31)

RECEPISSE DE DEPOT

Oratio avocats

4 RUE PAPIAU DE LA VERRIE
BP 90210
49002 ANGERS CEDEX 01

V/REF : C091252ST/DS400 GCA

N/REF : 63 B 88 / 2018-B-2374

Le greffier du tribunal de commerce d'Angers certifie qu'il a reçu le 01/03/2018,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/08/2017.

Concernant la société

S T R E G O

Société par actions simplifiée

4 rue Papiou de la Verrie

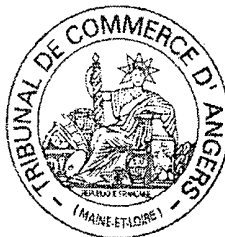
49000 Angers

Le dépôt consolidé a été enregistré sous le numéro 2018-B-2374 le 01/03/2018

R.C.S. ANGERS 063 200 885 (63 B 88)

Fait à ANGERS le 01/03/2018,

LE GREFFIER



M. M. L.

STREGO
Société par Actions Simplifiée au capital de 7 155 981 euros
Siège Social : 4 rue Papiou de la Verrie – 49000 ANGERS
R.C.S. ANGERS 063 200 885

*Comptes
Consolidés*

ARRIVE au Greffe De Commerce
Le 01 MARS 2018

**RAPPORT DE GESTION COMPLEMENTAIRE
CONJOINT DU PRESIDENT ET DU COMITE DE DIRECTION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 18 JANVIER 2018
CONCERNANT LES COMPTES CONSOLIDES AU 31 AOUT 2017**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi du 3 janvier 1985 et à son décret d'application du 17 février 1986, nous avons établi le présent rapport de gestion pour vous donner toutes précisions et renseignements sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2017 du groupe.

De leur côté, vos Commissaires aux Comptes vous rendront compte, dans un instant, de leur mission.

Les caractéristiques des comptes qui vous sont soumis sont les suivantes :

- Total du bilan 84 185 238 €
- Total des comptes de produits 83 227 365 €
- Résultat global consolidé 4 094 357 €

I- PERIMETRE DU GROUPE

Liste des sociétés consolidées

Entités	Siège social	Numéro SIREN	Méthode		% de contrôle		% d'intérêt	
			2017	2016	2017	2016	2017	2016
SAS STREGO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	063 200 885	Entité consolidante		100,00%		100,00%	100,00%
SAS STREGO AUDIT	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	800 382 434	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA SACOPAL	5 rue Albert Londres 44300 NANTES	334 039 500	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	345 280 051	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,97%
SARL SARMEX	21 rue des Rosiers 28600 LUISANT	409 148 319	IG	-	99,95%	-	99,95%	-
SNC OMBELLO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	803 649 284	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS WEBLEX	6 rue Rose Dieng-Kuntz 44000 NANTES	803 064 815	IG	IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SARL EUFRATE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	520 830 340	IG	IG	99,46%	99,46%	99,46%	99,46%
SARL EUFRATE 2	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	813 011 913	IG	IG	49,90%	49,90%	49,90%	49,90%
SCI D'HARLEVILLE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	417 786 456	IG	IG	98,00%	98,00%	98,00%	98,00%
SAS ECL DIRECT	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	502 800 337	MEE	MEE	28,85%	29,77%	28,85%	29,77%
SAS SOFIDER	38 rue de Cotard 35600 REDON	326 544 905	-	IG	-	99,96%	-	99,96%
SAS A&D HOLDING	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	519 256 093	-	IG	-	100,00%	-	100,00%

IG : Intégration globale
IP : Intégration proportionnelle
MEE : Mise en équivalence

Mouvements de périmètre et opérations internes

1. Entrées dans le périmètre de consolidation

La société STREGO a pris le contrôle de la SARL SARMEX le 19 janvier 2017 par apport de 100% des titres, société qui exploite un cabinet d'expertise comptable à LUISANT (28).

2. Modifications du pourcentage d'intérêts sans changements de méthode

La société **ECL DIRECT** a procédé au cours de l'exercice à une augmentation de capital à laquelle le groupe **STREGO** n'a pas participé. Cette augmentation de capital inégalement souscrite a pour effet de porter la détention **STREGO** dans **ECL DIRECT** de 29,77% à 28,85%.

3. Sorties du périmètre de consolidation

Les sociétés **A&D HOLDING** et **SOFIDER** ont été absorbées par la société mère **STREGO** dans le cadre d'une fusion avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2016.

II – SITUATION, ACTIVITE DE LA SOCIETE ET SES RESULTATS

Production

La production de l'exercice s'élève à la somme de 79 869 346 € contre 74 196 787 € € pour l'exercice précédent.

Résultat

Le résultat d'exploitation s'élève à 6 116 470 € au 31 août 2017, contre 5 243 902 € au 31 août 2016.

Le résultat courant avant impôts atteint 5 919 960 € pour 5 140 873 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier s'élève à (196 510) € contre (103 029) € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à 82 329 € contre (43 137) € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice net groupe de 4 093 649 € contre 3 564 331 € au 31 août 2016.

Le résultat d'ensemble consolidé de l'exercice s'élève à 4 094 357 € contre 3 564 543 €.

Pour compléter votre information, nous joignons au présent rapport le tableau des soldes intermédiaires de gestion.

Evolution prévisible

Le groupe espère maintenir son niveau de croissance.

Evènements post clôture

Depuis le 31 août 2017, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun évènement important n'est à signaler.

III – ANALYSE FINANCIERE

La marge brute d'autofinancement ressort à 5 872 235 € au 31 août 2017 contre 5 299 385 € au 31 août 2016.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à 5 883 243 € contre 3 928 025 € au 31 août 2016.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements s'élève à (961 812) € contre (5 593 625) € au 31 août 2016.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement s'élève à (521 160) € contre (139 158) € au 31 août 2016.

La trésorerie d'ensemble consolidé est de 11 879 111 € au 31 août 2017 contre 7 478 840 € au 31 août 2016

Nous vous demandons de bien vouloir approuver la résolution proposée.

Le Comité de direction
Yves GUIBRETEAU



Comptes Consolidés

S T R E G O
Société par actions simplifiée au capital de 7 155 981 Euros
Siège Social : 4 rue Papiou de la Verrie - 49000 ANGERS
R.C.S. ANGERS 063 200 885

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 18 JANVIER 2018**

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 JANVIER 2018 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme

Y. GUIBRETEAU
Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Y. Guibreteau', written over a horizontal line.

SAS STREGO

4 rue Papiou de la Verrie
49000 ANGERS

Comptes consolidés
Exercice du 01/09/2016 au 31/08/2017

**COMPTES CERTIFIÉS
CONFORMES**



COMPTE-RENDU DE MISSION D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Dans le cadre de la mission d'établissement des comptes consolidés de la société **STREGO** et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous déclarons que les comptes annuels consolidés se rapportant à l'exercice du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017, ont été établis à partir des comptes individuels ainsi qu'à partir des informations fournies par l'entreprise, selon les dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable modifiées par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés.

Les présents comptes consolidés se caractérisent notamment par les données suivantes :

Nature	Montant en euros
Total bilan	84 185 238
Chiffre d'affaires	79 869 346
Résultat net - part du Groupe	4 093 649

Ces comptes n'ont pas fait l'objet d'une mission normalisée de présentation, d'examen limité ou d'audit.

A Angers,
Le 1^{er} décembre 2017

Pour STREGO

Yves GUIBRETEAU
Expert-Comptable

Bilan Actif consolidé

	Montant Brut	Dépréciation	31/08/2017	31/08/2016
ECART D'ACQUISITION I				
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 036 429	876 128	160 301	236 051
Fonds commercial	145 245	15 245	130 000	130 000
Autres immobilisations incorporelles	39 169 509	2 256 490	36 913 019	36 809 306
Immobilisations en cours	9 569		9 569	72 570
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	20 652		20 652	20 652
Constructions	446 379	387 437	58 942	63 552
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	8 828 994	6 270 266	2 558 728	2 771 859
Immobilisations en cours	669 702		669 702	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence	1 190 420		1 190 420	1 212 172
Créances rattachées à des participations	8 559		8 559	8 406
Autres titres immobilisés	776 092		776 092	652 944
Prêts				
Autres immobilisations financières	320 720		320 720	295 941
TOTAL III	52 622 270	9 805 566	42 816 704	42 273 453
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	7 868		7 868	4 787
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	24 463 766	992 266	23 471 500	22 118 377
Actifs d'impôt différé	1 599 071		1 599 071	1 582 795
Autres créances	2 940 489		2 940 489	2 941 312
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 300 000	19 630	2 280 370	
Actions propres				
Disponibilités	9 598 761		9 598 761	7 478 840
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 470 475		1 470 475	1 540 432
TOTAL IV	42 380 430	1 011 896	41 368 534	35 666 543
Charges à répartir s/plusieurs exercices V				
Primes remboursement des obligations VI				
Ecarts de conversion actif VII				
Ecarts d'arrondi actif VIII				
TOTAL GENERAL (I à VIII)	95 002 700	10 817 462	84 185 238	77 939 996

Bilan Passif consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 929 832	6 338 262
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	21 257 277	17 171 826
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	4 093 649	3 564 331
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	32 280 758	27 074 419
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	2 469	3 104
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	708	212
TOTAL II	3 177	3 316
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	717 018	619 837
Provisions pour charges	3 965 120	3 467 205
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	4 682 138	4 087 042
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 911 907	15 814 514
Concours bancaires courants	20	
Emprunts en crédit-bail		
Emprunts et dettes financières divers	927 389	1 161 333
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500	500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 846 964	1 894 008
Dettes fiscales et sociales	15 129 743	14 001 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	227 602	60 299
Autres dettes	341 560	391 539
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 833 480	13 451 432
TOTAL V	47 219 165	46 775 219
Ecarts de conversion passif	VI	
Ecarts d'arrondi passif	VII	
TOTAL GENERAL (I à VII)	84 185 238	77 939 996

Compte de résultat consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France		
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services France	79 687 740	74 012 438
Production vendue de services Export	181 606	184 349
TOTAL I	79 869 346	74 196 787
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	5 263	5 381
Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges	2 904 499	2 396 143
Autres produits	31 199	22 915
TOTAL II	2 940 961	2 424 439
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation des stocks de matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	16 811 724	15 240 129
Impôts, taxes et versements assimilés	2 235 295	2 077 657
Salaires et traitements	42 773 353	39 597 496
Charges sociales	11 809 088	11 455 575
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 226 106	1 247 233
Dotations aux dépréciations d'immobilisations		
Dotations aux dépréciations d'actifs circulants	314 187	287 648
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 038 738	964 609
Autres charges	485 346	506 977
TOTAL III	76 693 837	71 377 324
RESULTAT D'EXPLOITATION	(I + II - III)	5 243 902
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	35 830	
Autres intérêts et produits assimilés	80 391	257 405
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges		
Différences positives de change	37	123
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		3
Ecart de conversion		
TOTAL IV	116 258	257 531
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	19 630	
Intérêts et charges assimilées	292 842	360 539
Différences négatives de change	291	17
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	5	4
TOTAL V	312 768	360 560
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-196 510	-103 029
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	5 919 960	5 140 873
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 566	25 336
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	171 792	532 786
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges	109 442	80 355
TOTAL VI	300 800	638 477
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	28 939	97 871
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	69 527	466 231
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	120 005	117 512
TOTAL VII	218 471	681 614
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	82 329	-43 137
Impôts dus sur les bénéfices	1 870 136	1 553 593
Impôts différés sur les bénéfices	-16 243	-175 314
TOTAL VIII	1 853 893	1 378 279
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	83 227 365	77 597 234
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	79 078 969	73 877 777
Résultat des sociétés intégrées	4 148 396	3 719 457
Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-154 914
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
RESULTAT GROUPE	4 093 649	3 564 331
RESULTAT HORS GROUPE	708	212
Nombre moyen pondéré d'actions	319 110	297 552
Résultat par action	12,82833	11,97885
Résultat dilué par action	12,82833	11,97885

Compte de résultat consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France		
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services France	79 687 740	74 012 438
Production vendue de services Export	181 606	184 349
TOTAL I	79 869 346	74 196 787
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	5 263	5 381
Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges	2 904 499	2 396 143
Autres produits	31 199	22 915
TOTAL II	2 940 961	2 424 439
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation des stocks de matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	16 811 724	15 240 129
Impôts, taxes et versements assimilés	2 235 295	2 077 657
Salaires et traitements	42 773 353	39 597 496
Charges sociales	11 809 088	11 455 575
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 226 106	1 247 233
Dotations aux dépréciations d'immobilisations		
Dotations aux dépréciations d'actifs circulants	314 187	287 648
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 038 738	964 609
Autres charges	485 346	506 977
TOTAL III	76 693 837	71 377 324
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	6 116 470	5 243 902
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

Compte de résultat consolidé (suite)

	31/08/2017	31/08/2016
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	35 830	
Autres intérêts et produits assimilés	80 391	257 405
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges		
Différences positives de change	37	123
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		3
TOTAL IV	116 258	257 531
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	19 630	
Intérêts et charges assimilées	292 842	360 539
Différences négatives de change	291	17
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	5	4
TOTAL V	312 768	360 560
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-196 510	-103 029
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 919 960	5 140 873
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 566	25 336
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	171 792	532 786
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges	109 442	80 355
TOTAL VI	300 800	638 477
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	28 939	97 871
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	69 527	466 231
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	120 005	117 512
TOTAL VII	218 471	681 614
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	82 329	-43 137
Impôts dus sur les bénéfices	1 870 136	1 553 593
Impôts différés sur les bénéfices	-16 243	-175 314
TOTAL VIII	1 853 893	1 378 279
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	83 227 365	77 597 234
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	79 078 969	73 877 777
Résultat des sociétés intégrées	4 148 396	3 719 457
Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-154 914
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
RESULTAT GROUPE	4 093 649	3 564 331
RESULTAT HORS GROUPE	708	212
Nombre moyen pondéré d'actions	319 110	297 552
Résultat par action	12,82833	11,97885
Résultat dilué par action	12,82833	11,97885

Soldes intermédiaires de gestion consolidés

	31/08/2017	%	31/08/2016	%
Production vendue	79 869 346		74 196 787	
+ Production stockée				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	79 869 346	100,00	74 196 787	100,00
- Autres achats et charges externes	16 811 724	21,05	15 240 129	20,54
VALEUR AJOUTÉE	63 057 622	78,95	58 956 658	79,46
+ Subventions d'exploitation	5 263	0,01	5 381	0,01
- Impôts et taxes	2 235 295	2,80	2 077 657	2,80
- Charges de personnel	54 582 441	68,34	51 053 071	68,81
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 245 149	7,82	5 831 311	7,86
+ Transferts de charges d'exploitation	2 093 999	2,62	1 570 383	2,12
+ Reprises de dépréciations et provisions	810 500	1,01	825 760	1,11
+ Autres produits	31 199	0,04	22 915	0,03
- Dotations amortiss., dépréciat., provisions	2 579 031	3,23	2 499 490	3,37
- Autres charges	485 346	0,61	506 977	0,68
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 116 470	7,66	5 243 902	7,07
+ Produits financiers	116 258	0,15	257 531	0,35
- Charges financières	312 768	0,39	360 560	0,49
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 919 960	7,41	5 140 873	6,93
Produits exceptionnels	300 800	0,38	638 477	0,86
- Charges exceptionnelles	218 471	0,27	681 614	0,92
RESULTAT EXCEPTIONNEL	82 329	0,10	-43 137	-0,06
- Impôt dus sur les sociétés	1 870 136	2,34	1 553 593	2,09
- Impôt différés sur les bénéfices	-16 243	-0,02	-175 314	-0,24
RESULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	4 148 396	5,19	3 719 457	5,01
+ Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-0,07	-154 914	-0,21
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	5,13	3 564 543	4,80
RESULTAT GROUPE	4 093 649	5,13	3 564 331	4,80
RESULTAT HORS GROUPE	708	0,00	212	0,00
Produits de cessions d'éléments d'actif	136 533		531 019	
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	69 527		466 231	
PLUS/MOINS VALUES SUR CESSIONS D'ACTIFS	67 006		64 788	

Bilan financier consolidé

ACTIF - Emplois	31/08/2017	31/08/2016	PASSIF - Ressources	31/08/2017	31/08/2016
Ecarts d'acquisition			Capital, primes et réserves groupe	28 187 109	23 510 088
Immobilisations incorporelles	37 212 889	37 247 927	Résultat groupe	4 093 649	3 564 331
Immobilisations corporelles	3 308 024	2 856 063	Capitaux propres groupe	32 280 758	27 074 419
Immobilisations financières	2 295 791	2 169 463	Intérêts minoritaires	3 177	3 316
			Provisions pour risques et charges	4 682 138	4 087 042
			Financements à moyen/long terme	14 911 907	15 814 514
			Dettes financières diverses	927 389	1 161 333
Biens stables (I)	42 816 704	42 273 453	Capitaux permanents (II)	52 805 369	48 140 624
			Fonds de roulement (II-I)	9 988 665	5 867 171
Avances et acomptes versés	7 868	4 787	Avances et acomptes reçus	500	500
Créances clients et rattachés	23 471 500	22 118 377	Fournisseurs et rattachés	1 846 964	1 894 008
Actifs d'impôt différé	1 599 071	1 582 795	Passifs d'impôt différé		
Autres créances et divers	4 410 964	4 481 744	Autres dettes et divers	29 532 385	27 904 864
Biens circulants (III)	29 489 403	28 187 703	Passif circulant (IV)	31 379 849	29 799 372
B.F.R. (III-IV)	-1 890 446	-1 611 669			
Valeurs mobilières de placement	2 280 370		Concours bancaires courants	20	
Disponibilités	9 598 761	7 478 840			
Liquidités (V)	11 879 131	7 478 840	Financements court terme (VI)	20	
Trésorerie nette (V-VI)	11 879 111	7 478 840			
TOTAL BILAN ACTIF	84 185 238	77 939 996	TOTAL BILAN PASSIF	84 185 238	77 939 996

Tableau des flux de trésorerie consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé	1 226 106	1 228 496
Provisions pour risques et charges	593 906	600 226
Subventions virées en résultat	-2 972	-1 767
Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt	-76 958	-71 713
Variation des impôts différés	-16 243	-175 314
Résultat des sociétés mises en équivalence	54 039	154 914
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 872 235	5 299 385
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :		
Clients et rattachés	-1 308 772	-1 105 651
Fournisseurs et rattachés	-155 917	395 754
Créances et dettes fiscales et sociales	1 064 618	-351 127
Autres créances et dettes	411 079	-310 336
Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)	5 883 243	3 928 025
Acquisitions d'immobilisations	-1 465 726	-1 016 108
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	114 182	21 728
Cessions/Réductions d'immobilisations financières	8 682	87 682
Variation des créances et dettes sur immobilisations	167 349	-25 906
Incidence des variations de périmètre (2)	213 702	-4 661 021
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)	-961 812	-5 593 625
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2 263 665	-1 985 730
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-700	-700
Augmentations de capital en numéraire	2 879 756	
Subventions d'investissement reçues		8 915
Emissions d'emprunts	2 273 000	5 100 000
Remboursements d'emprunts	-3 175 607	-3 102 245
Variation des emprunts et dettes financières divers	-233 944	-159 398
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)	-521 160	-139 158
Incidence des variations de cours des devises (IV)		
Variation de trésorerie (I à III)	4 400 272	-1 804 758
Trésorerie d'ouverture	7 478 840	9 283 598
Trésorerie de clôture	11 879 111	7 478 840

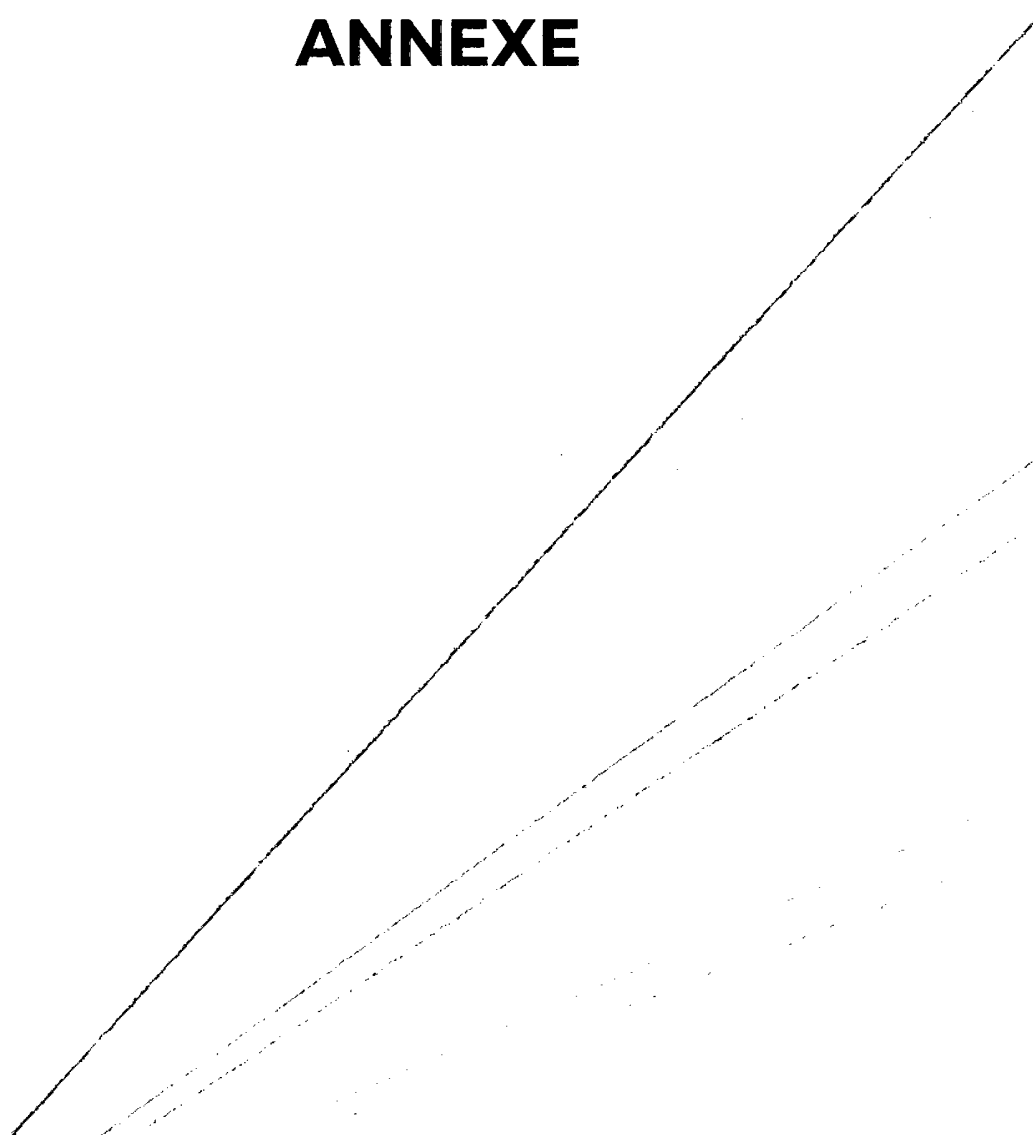
(1) Variation nette de dépréciations.

(2) Les incidences de variations de périmètre de l'exercice concernent l'entrée de la société SARMEEX.

Lors de l'exercice précédent, elles comprenaient :

- la trésorerie d'ouverture des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour 257 673 euros ;
- la trésorerie décaissée dans le cadre de l'acquisition des titres des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour -4 854 288 euros ;
- et le solde de trésorerie de l'exercice précédent de la société FIZEN pour -64 406 euros.

ANNEXE



Faits caractéristiques de l'exercice

- Périmètre

Au cours de l'exercice, le groupe a pris le contrôle de la SARL CABINET ERIC GERNEZ - SARMEX.

- Taux d'impôt retenu pour les impôts différés

L'évolution progressive du taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% à 28% a été prise en compte dans la détermination des impôts différés comptabilisés au 31 août 2017.

Une charge d'impôt différé de 171 630 euros a été comptabilisée dans les comptes 2017 afin de constater l'effet du changement de taux d'impôt sur les impôts différés existants à l'ouverture de l'exercice.

I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation

A) Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société STREGO sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999 et mis à jour par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

B) Modalités de consolidation

1- Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

2- Date de clôture

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 août 2017, à l'exception de la société ECL DIRECT qui a clôturé ses comptes le 30 juin 2017.

Ces sociétés ont toutes une durée d'exercice de 12 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3- Opérations réciproques

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

4- Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecarts d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres ».

Les actifs identifiables des entités acquises comprennent la valeur de leur clientèle, qui est inscrite à l'actif du bilan consolidé dans le poste Autres immobilisations incorporelles.

C) Méthodes et règles d'évaluation

1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

• Amortissement

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée pour l'ensemble immobilier détenu par la SCI FONCIERE D'HARLEVILLE.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

• Licences techniques	1 à 3 ans
• Logiciels gestion cabinet	3 à 4 ans
• Constructions	20 ans
• Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
• Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans
• Matériel de transport	3 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

• Dépréciation

Les actifs amortis et non amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur nette comptable est mise en doute.

Les groupes d'actifs auxquels ont été affectés des écarts d'acquisition et fonds commerciaux non amortis font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

La valeur nette comptable d'un actif ou groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspondant à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisée attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, aux écarts d'acquisition et fonds commerciaux puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Les dépréciations comptabilisées sur les écarts d'acquisition et fonds commerciaux ne sont jamais reprises.

2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4- Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite.

5- Résultat courant et résultat exceptionnel

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

6- Modalités de détermination du résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

7- Intérêts minoritaires négatifs

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée par intégration globale devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires.

A la clôture de l'exercice, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernent :

- la société WEBLEX pour 63 476 euros (36 808 euros pour l'exercice précédent) ;
- la société EUFRATE pour 2 371 euros (1 866 euros pour l'exercice précédent) ;
- la société EUFRATE 2 pour 14 231 euros (14 679 euros pour l'exercice précédent).

D) Principes de consolidation

1- Frais accessoires des immobilisations

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

2- Subventions d'investissement

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

3- Provisions réglementées

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

4- Imposition différée

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 33,33% ou 28% selon l'échéance de dénouement des bases d'impôts différés.

5- Elimination des résultats internes au groupe

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

7- Contrats de location-financement

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement n'a pas été appliquée dans la mesure où les montants ne sont pas significatifs.

La société STREGO utilisait la location évolutive pour financer son matériel informatique. Le contrat cadre signé le 2 juin 2009 a été dénoncé dans l'exercice. Le matériel sera progressivement restitué et remplacé par du matériel acquis par STREGO qui figurera à l'actif du bilan consolidé.

8- Engagements en matière de retraite

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

9- Frais de personnel

La participation et l'intéressement des salariés ont été reclassés en charges de personnel.

II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 11 entités. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale (IG), à l'exception de la société ECL DIRECT consolidée par mise en équivalence (MEE).

Les entités consolidées sont détenues en direct par la société consolidante STREGO, à l'exception de SACOPAL détenue par STREGO AUDIT.

Entités	Siège social	Numéro SIREN	Méthode		% de contrôle		% d'intérêt	
			2017	2016	2017	2016	2017	2016
SAS STREGO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	063 200 885	Entité consolidante				100,00%	100,00%
SAS STREGO AUDIT	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	800 382 434	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA SACOPAL	5 rue Albert Londres 44300 NANTES	334 039 500	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	345 280 051	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,97%
SARL SARMEX	21 rue des Rosiers 28600 LUISANT	409 148 319	IG	-	99,95%	-	99,95%	-
SNC OMBELLO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	803 649 284	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS WEBLEX	6 rue Rose Dieng-Kuntz 44000 NANTES	803 064 815	IG	IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SARL EUFRATE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	520 830 340	IG	IG	99,46%	99,46%	99,46%	99,46%
SARL EUFRATE 2	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	813 011 913	IG	IG	49,90%	49,90%	49,90%	49,90%
SCI D'HARLEVILLE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	417 786 456	IG	IG	98,00%	98,00%	98,00%	98,00%
SAS ECL DIRECT	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	502 800 337	MEE	MEE	28,85%	29,77%	28,85%	29,77%
SAS SOFIDER	38 rue de Cotard 35600 REDON	326 544 905	-	IG	-	99,96%	-	99,96%
SAS A&D HOLDING	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	519 256 093	-	IG	-	100,00%	-	100,00%

III) Informations permettant la comparabilité des comptes

A) Variation du périmètre de consolidation et pourcentages d'intérêts

1- Entrées dans le périmètre de consolidation

La société STREGO a pris le contrôle de la SARL SARMEX le 19 janvier 2017 par apport de 100% des titres, société qui exploite un cabinet d'expertise comptable à Luisant (28).

Le coût d'acquisition des titres s'élève à 510 734 euros. Il tient compte de la révision de prix prévue lors du prochain exercice.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 41 517 euros.

La société SARMEX intègre les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 août 2016, STREGO ayant obtenu la jouissance des titres en date du 1^{er} septembre 2016.

La clientèle de la société SARMEX a été transférée à la société STREGO au premier jour de l'exercice.

2- Sorties du périmètre de consolidation et cessions de branches d'activité

Les sociétés A&D HOLDING et SOFIDER ont été absorbées par la société mère STREGO dans le cadre d'une fusion avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2016.

3- Modifications du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode

La société ECL DIRECT a procédé au cours de l'exercice à une augmentation de capital à laquelle le groupe STREGO n'a pas participé. Cette augmentation de capital inégalement souscrite a pour effet de porter la détention de STREGO dans ECL DIRECT de 29,77% à 28,85%.

Cette diminution du pourcentage d'intérêt a conduit à constater un résultat de cession de 32 287 euros comptabilisé en produits exceptionnels.

B) Changements comptables

Il n'a été procédé à aucun changement comptable au cours de l'exercice écoulé.

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes
143 rue de Paris
CS 92107
53062 - LAVAL CEDEX 9
556 950 525 RCS LAVAL

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes
4, rue Fernand Forest
49000 – ANGERS

303 526 966 RCS ANGERS

S T R E G O

Société par actions simplifiée au capital de 7 155 981 euros
Siège social : 4, rue Papiou de la Verrie
49009 – ANGERS CEDEX 01
063 200 885 RCS ANGERS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
Exercice clos le 31 août 2017

Exemplaire destiné au Greffe

STREGO

Société par actions simplifiée au capital de 7 155 981 euros

Siège social : 4, rue Papiau de la Verrie

49009 – ANGERS CEDEX 01

063 200 885 RCS ANGERS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS Exercice clos le 31 août 2017

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société STREGO relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des immobilisations incorporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion conjoint du Président et du Comité de direction.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Comité de Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

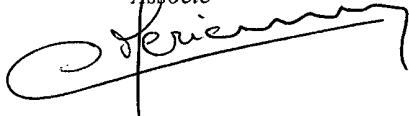
Fait à Laval et Angers, le 12 janvier 2018

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes

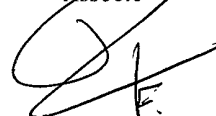
Christophe MERIENNE

Associé



Frédéric PLOQUIN

Associé



Bilan Actif consolidé

	Montant Brut	Dépréciation	31/08/2017	31/08/2016
ECART D'ACQUISITION I				
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 036 429	876 128	160 301	236 051
Fonds commercial	145 245	15 245	130 000	130 000
Autres immobilisations incorporelles	39 169 509	2 256 490	36 913 019	36 809 306
Immobilisations en cours	9 569		9 569	72 570
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	20 652		20 652	20 652
Constructions	446 379	387 437	58 942	63 552
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	8 828 994	6 270 266	2 558 728	2 771 859
Immobilisations en cours	669 702		669 702	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence	1 190 420		1 190 420	1 212 172
Créances rattachées à des participations	8 559		8 559	8 406
Autres titres immobilisés	776 092		776 092	652 944
Prêts				
Autres immobilisations financières	320 720		320 720	295 941
TOTAL III	52 622 270	9 805 566	42 816 704	42 273 453
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	7 868		7 868	4 787
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	24 463 766	992 266	23 471 500	22 118 377
Actifs d'impôt différé	1 599 071		1 599 071	1 582 795
Autres créances	2 940 489		2 940 489	2 941 312
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 300 000	19 630	2 280 370	
Actions propres				
Disponibilités	9 598 761		9 598 761	7 478 840
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 470 475		1 470 475	1 540 432
TOTAL IV	42 380 430	1 011 896	41 368 534	35 666 543
Charges à répartir s/plusieurs exercices V				
Primes remboursement des obligations VI				
Ecart de conversion actif VII				
Ecart d'arrondi actif VIII				
TOTAL GENERAL (I à VIII)	95 002 700	10 817 462	84 185 238	77 939 996

Bilan Passif consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 929 832	6 338 262
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	21 257 277	17 171 826
Ecart de conversion groupe		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	4 093 649	3 564 331
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	32 280 758	27 074 419
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	2 469	3 104
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	708	212
TOTAL II	3 177	3 316
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	717 018	619 837
Provisions pour charges	3 965 120	3 467 205
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	4 682 138	4 087 042
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 911 907	15 814 514
Concours bancaires courants	20	
Emprunts en crédit-bail		
Emprunts et dettes financières divers	927 389	1 161 333
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500	500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 846 964	1 894 008
Dettes fiscales et sociales	15 129 743	14 001 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	227 602	60 299
Autres dettes	341 560	391 539
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 833 480	13 451 432
TOTAL V	47 219 165	46 775 219
Ecart de conversion passif VI		
Ecart d'arrondi passif VII		
TOTAL GENERAL (I à VII)	84 185 238	77 939 996

Compte de résultat consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France		
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services France	79 687 740	74 012 438
Production vendue de services Export	181 606	184 349
TOTAL I	79 869 346	74 196 787
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	5 263	5 381
Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges	2 904 499	2 396 143
Autres produits	31 199	22 915
TOTAL II	2 940 961	2 424 439
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation des stocks de matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	16 811 724	15 240 129
Impôts, taxes et versements assimilés	2 235 295	2 077 657
Salaires et traitements	42 773 353	39 597 496
Charges sociales	11 809 088	11 455 575
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 226 106	1 247 233
Dotations aux dépréciations d'immobilisations		
Dotations aux dépréciations d'actifs circulants	314 187	287 648
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 038 738	964 609
Autres charges	485 346	506 977
TOTAL III	76 693 837	71 377 324
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	6 116 470	5 243 902
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

Compte de résultat consolidé (suite)

	31/08/2017	31/08/2016
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	35 830	
Autres intérêts et produits assimilés	80 391	257 405
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges		
Différences positives de change	37	123
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		3
TOTAL IV	116 258	257 531
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	19 630	
Intérêts et charges assimilées	292 842	360 539
Différences négatives de change	291	17
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	5	4
TOTAL V	312 768	360 560
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-196 510	-103 029
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 919 960	5 140 873
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 566	25 336
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	171 792	532 786
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges	109 442	80 355
TOTAL VI	300 800	638 477
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	28 939	97 871
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	69 527	466 231
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	120 005	117 512
TOTAL VII	218 471	681 614
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	82 329	-43 137
Impôts dus sur les bénéfices	1 870 136	1 553 593
Impôts différés sur les bénéfices	-16 243	-175 314
TOTAL VIII	1 853 893	1 378 279
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	83 227 365	77 597 234
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	79 078 969	73 877 777
Résultat des sociétés intégrées	4 148 396	3 719 457
Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-154 914
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
RESULTAT GROUPE	4 093 649	3 564 331
RESULTAT HORS GROUPE	708	212
Nombre moyen pondéré d'actions	319 110	297 552
Résultat par action	12,82833	11,97885
Résultat dilué par action	12,82833	11,97885

Soldes intermédiaires de gestion consolidés

	31/08/2017	%	31/08/2016	%
Production vendue	79 869 346		74 196 787	
+ Production stockée				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	79 869 346	100,00	74 196 787	100,00
- Autres achats et charges externes	16 811 724	21,05	15 240 129	20,54
VALEUR AJOUTEE	63 057 622	78,95	58 956 658	79,46
+ Subventions d'exploitation	5 263	0,01	5 381	0,01
- Impôts et taxes	2 235 295	2,80	2 077 657	2,80
- Charges de personnel	54 582 441	68,34	51 053 071	68,81
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 245 149	7,82	5 831 311	7,86
+ Transferts de charges d'exploitation	2 093 999	2,62	1 570 383	2,12
+ Reprises de dépréciations et provisions	810 500	1,01	825 760	1,11
+ Autres produits	31 199	0,04	22 915	0,03
- Dotations amortiss., dépréciat., provisions	2 579 031	3,23	2 499 490	3,37
- Autres charges	485 346	0,61	506 977	0,68
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 116 470	7,66	5 243 902	7,07
+ Produits financiers	116 258	0,15	257 531	0,35
- Charges financières	312 768	0,39	360 560	0,49
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 919 960	7,41	5 140 873	6,93
Produits exceptionnels	300 800	0,38	638 477	0,86
- Charges exceptionnelles	218 471	0,27	681 614	0,92
RESULTAT EXCEPTIONNEL	82 329	0,10	-43 137	-0,06
- Impôt dus sur les sociétés	-1 870 136	2,34	1 553 593	2,09
- Impôt différés sur les bénéfices	-16 243	-0,02	-175 314	-0,24
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	4 148 396	5,19	3 719 457	5,01
+ Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-0,07	-154 914	-0,21
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	5,13	3 564 543	4,80
RESULTAT GROUPE	4 093 649	5,13	3 564 331	4,80
RESULTAT HORS GROUPE	708	0,00	212	0,00
Produits de cessions d'éléments d'actif	136 533		531 019	
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	69 527		466 231	
PLUS/MOINS VALUES SUR CESSIONS D'ACTIFS	67 006		64 788	

Bilan financier consolidé

ACTIF - Emplois	31/08/2017	31/08/2016	PASSIF - Ressources	31/08/2017	31/08/2016
Ecarts d'acquisition			Capital, primes et réserves groupe	28 187 109	23 510 088
Immobilisations incorporelles	37 212 889	37 247 927	Résultat groupe	4 093 649	3 564 331
Immobilisations corporelles	3 308 024	2 856 063	Capitaux propres groupe	32 280 758	27 074 419
Immobilisations financières	2 295 791	2 169 463	Intérêts minoritaires	3 177	3 316
			Provisions pour risques et charges	4 682 138	4 087 042
			Financements à moyen/long terme	14 911 907	15 814 514
			Dettes financières diverses	927 389	1 161 333
Biens stables (I)	42 816 704	42 273 453	Capitaux permanents (II)	52 805 369	48 140 624
Fonds de roulement (II-I)				9 988 665	5 867 171
Avances et acomptes versés	7 868	4 787	Avances et acomptes reçus	500	500
Créances clients et rattachés	23 471 500	22 118 377	Fournisseurs et rattachés	1 846 964	1 894 008
Actifs d'impôt différé	1 599 071	1 582 795	Passifs d'impôt différé		
Autres créances et divers	4 410 964	4 481 744	Autres dettes et divers	29 532 385	27 904 864
Biens circulants (III)	29 489 403	28 187 703	Passif circulant (IV)	31 379 849	29 799 372
B.F.R. (III-IV)	-1 890 446	-1 611 669			
Valeurs mobilières de placement	2 280 370		Concours bancaires courants	20	
Disponibilités	9 598 761	7 478 840			
Liquidités (V)	11 879 131	7 478 840	Financements court terme (VI)	20	
Trésorerie nette (V-VI)	11 879 111	7 478 840			
TOTAL BILAN ACTIF	84 185 238	77 939 996	TOTAL BILAN PASSIF	84 185 238	77 939 996

Tableau des flux de trésorerie consolidé

	31/08/2017	31/08/2016
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé	1 226 106	1 228 496
Provisions pour risques et charges	593 906	600 226
Subventions virées en résultat	-2 972	-1 767
Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt	-76 958	-71 713
Variation des impôts différés	-16 243	-175 314
Résultat des sociétés mises en équivalence	54 039	154 914
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 872 235	5 299 385
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :		
Clients et rattachés	-1 308 772	-1 105 651
Fournisseurs et rattachés	-155 917	395 754
Créances et dettes fiscales et sociales	1 064 618	-351 127
Autres créances et dettes	411 079	-310 336
Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)	5 883 243	3 928 025
Acquisitions d'immobilisations	-1 465 726	-1 016 108
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	114 182	21 728
Cessions/Réductions d'immobilisations financières	8 682	87 682
Variation des créances et dettes sur immobilisations	167 349	-25 906
Incidence des variations de périmètre (2)	213 702	-4 661 021
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)	-961 812	-5 593 625
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2 263 665	-1 985 730
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-700	-700
Augmentations de capital en numéraire	2 879 756	
Subventions d'investissement reçues		8 915
Emissions d'emprunts	2 273 000	5 100 000
Remboursements d'emprunts	-3 175 607	-3 102 245
Variation des emprunts et dettes financières divers	-233 944	-159 398
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)	-521 160	-139 158
Incidence des variations de cours des devises (IV)		
Variation de trésorerie (I à III)	4 400 272	-1 804 758
Trésorerie d'ouverture	7 478 840	9 283 598
Trésorerie de clôture	11 879 111	7 478 840

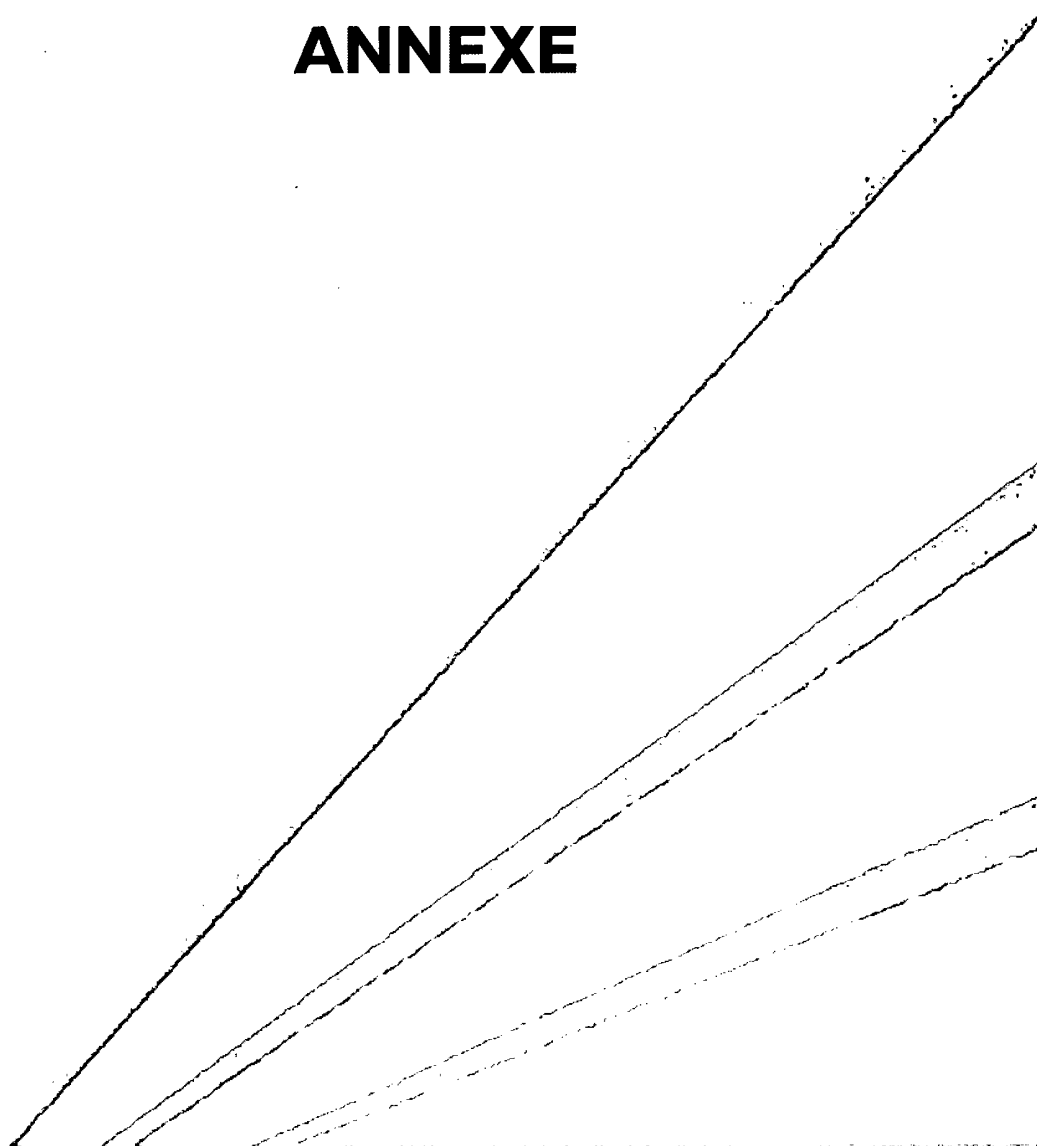
(1) Variation nette de dépréciations.

(2) Les incidences de variations de périmètre de l'exercice concernent l'entrée de la société SARMEX.

Lors de l'exercice précédent, elles comprenaient :

- la trésorerie d'ouverture des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour 257 673 euros ;
- la trésorerie décaissée dans le cadre de l'acquisition des titres des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour -4 854 288 euros ;
- et le solde de trésorerie de l'exercice précédent de la société FIZEN pour -64 406 euros.

ANNEXE



Faits caractéristiques de l'exercice

- Périmètre

Au cours de l'exercice, le groupe a pris le contrôle de la SARL CABINET ERIC GERNEZ - SARMEX.

- Taux d'impôt retenu pour les impôts différés

L'évolution progressive du taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% à 28% a été prise en compte dans la détermination des impôts différés comptabilisés au 31 août 2017.

Une charge d'impôt différé de 171 630 euros a été comptabilisée dans les comptes 2017 afin de constater l'effet du changement de taux d'impôt sur les impôts différés existants à l'ouverture de l'exercice.

I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation

A) Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société STREGO sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999 et mis à jour par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

B) Modalités de consolidation

1- Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

2- Date de clôture

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 août 2017, à l'exception de la société ECL DIRECT qui a clôturé ses comptes le 30 juin 2017.

Ces sociétés ont toutes une durée d'exercice de 12 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3- Opérations réciproques

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

4- Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecarts d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres ».

Les actifs identifiables des entités acquises comprennent la valeur de leur clientèle, qui est inscrite à l'actif du bilan consolidé dans le poste Autres immobilisations incorporelles.

C) Méthodes et règles d'évaluation

1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

• Amortissement

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée pour l'ensemble immobilier détenu par la SCI FONCIERE D'HARLEVILLE.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

• Licences techniques	1 à 3 ans
• Logiciels gestion cabinet	3 à 4 ans
• Constructions	20 ans
• Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
• Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans
• Matériel de transport	3 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

• Dépréciation

Les actifs amortis et non amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur nette comptable est mise en doute.

Les groupes d'actifs auxquels ont été affectés des écarts d'acquisition et fonds commerciaux non amortis font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

La valeur nette comptable d'un actif ou groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspondant à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisée attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, aux écarts d'acquisition et fonds commerciaux puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Les dépréciations comptabilisées sur les écarts d'acquisition et fonds commerciaux ne sont jamais reprises.

2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4- Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite.

5- Résultat courant et résultat exceptionnel

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

6- Modalités de détermination du résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

7- Intérêts minoritaires négatifs

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée par intégration globale devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires.

A la clôture de l'exercice, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernent :

- la société WEBLEX pour 63 476 euros (36 808 euros pour l'exercice précédent) ;
- la société EUFRATE pour 2 371 euros (1 866 euros pour l'exercice précédent) ;
- la société EUFRATE 2 pour 14 231 euros (14 679 euros pour l'exercice précédent).

D) Principes de consolidation

1- Frais accessoires des immobilisations

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

2- Subventions d'investissement

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

3- Provisions réglementées

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

4- Imposition différée

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 33,33% ou 28% selon l'échéance de dénouement des bases d'impôts différés.

5- Elimination des résultats internes au groupe

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

7- Contrats de location-financement

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement n'a pas été appliquée dans la mesure où les montants ne sont pas significatifs.

La société STREGO utilisait la location évolutive pour financer son matériel informatique. Le contrat cadre signé le 2 juin 2009 a été dénoncé dans l'exercice. Le matériel sera progressivement restitué et remplacé par du matériel acquis par STREGO qui figurera à l'actif du bilan consolidé.

8- Engagements en matière de retraite

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

9- Frais de personnel

La participation et l'intéressement des salariés ont été reclassés en charges de personnel.

II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 11 entités. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale (IG), à l'exception de la société ECL DIRECT consolidée par mise en équivalence (MEE).

Les entités consolidées sont détenues en direct par la société consolidante STREGO, à l'exception de SACOPAL détenue par STREGO AUDIT.

Entités	Siège social	Numéro SIREN	Méthode		% de contrôle		% d'intérêt	
			2017	2016	2017	2016	2017	2016
SAS STREGO	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	063 200 885	Entité consolidante				100,00%	100,00%
SAS STREGO AUDIT	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	800 382 434	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA SACOPAL	5 rue Albert Londres 44300 NANTES	334 039 500	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	345 280 051	IG	IG	99,98%	99,98%	99,98%	99,97%
SARL SARMEX	21 rue des Rosiers 28600 LUISANT	409 148 319	IG	-	99,95%	-	99,95%	-
SNC OMBELLO	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	803 649 284	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS WEBLEX	6 rue Rose Dieng-Kuntz 44000 NANTES	803 064 815	IG	IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SARL EUFRATE	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	520 830 340	IG	IG	99,46%	99,46%	99,46%	99,46%
SARL EUFRATE 2	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	813 011 913	IG	IG	49,90%	49,90%	49,90%	49,90%
SCI D'HARLEVILLE	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	417 786 456	IG	IG	98,00%	98,00%	98,00%	98,00%
SAS ECL DIRECT	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	502 800 337	MEE	MEE	28,85%	29,77%	28,85%	29,77%
SAS SOFIDER	38 rue de Cotard 35600 REDON	326 544 905	-	IG	-	99,96%	-	99,96%
SAS A&D HOLDING	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	519 256 093	-	IG	-	100,00%	-	100,00%

III) Informations permettant la comparabilité des comptes

A) Variation du périmètre de consolidation et pourcentages d'intérêts

1- Entrées dans le périmètre de consolidation

La société STREGO a pris le contrôle de la SARL **SARMEX** le 19 janvier 2017 par apport de 100% des titres, société qui exploite un cabinet d'expertise comptable à Luisant (28).

Le coût d'acquisition des titres s'élève à 510 734 euros. Il tient compte de la révision de prix prévue lors du prochain exercice.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 41 517 euros.

La société SARMEX intègre les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 août 2016, STREGO ayant obtenu la jouissance des titres en date du 1^{er} septembre 2016.

La clientèle de la société SARMEX a été transférée à la société STREGO au premier jour de l'exercice.

2- Sorties du périmètre de consolidation et cessions de branches d'activité

Les sociétés **A&D HOLDING** et **SOFIDER** ont été absorbées par la société mère STREGO dans le cadre d'une fusion avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2016.

3- Modifications du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode

La société **ECL DIRECT** a procédé au cours de l'exercice à une augmentation de capital à laquelle le groupe STREGO n'a pas participé. Cette augmentation de capital inégalement souscrite a pour effet de porter la détention de STREGO dans ECL DIRECT de 29,77% à 28,85%.

Cette diminution du pourcentage d'intérêt a conduit à constater un résultat de cession de 32 287 euros comptabilisé en produits exceptionnels.

B) Changements comptables

Il n'a été procédé à aucun changement comptable au cours de l'exercice écoulé.

IV) Explications des postes du bilan consolidé

A) Autres immobilisations incorporelles

Nature	31/08/2017			31/08/2016
	Brut	Dépréciation	Net	
Clientèle acquise				
STREGO	12 605 655		12 605 655	12 282 111
STREGO AUDIT	854 358		854 358	854 358
SACOPAL	195 205		195 205	195 205
AUDIT ET DIAGNOSTIC	395 800		395 800	395 800
SARMEX	357 134		357 134	
SOFIDER				233 049
Sous-total	14 408 152		14 408 152	13 960 523
Ecart d'évaluation				
AUDITEF	1 002 495		1 002 495	1 002 495
AUDIT ET DIAGNOSTIC	4 642 482		4 642 482	4 642 482
CABEX SEUDRE OCEAN	1 082 665		1 082 665	1 082 665
CABINET C.BEGAUD	313 014		313 014	313 014
CABINET DUNOYER	314 091		314 091	314 091
CABINET G.FONTAINE	11 311		11 311	11 311
CABINET HERVIEU COGEN	868 547		868 547	868 547
CIREC	928 604		928 604	928 604
COGEX	1 266 235		1 266 235	1 266 235
DVA	8 000		8 000	8 000
EXPERTIS	1 005 688		1 005 688	1 005 688
GB ASSOCIES	103 000		103 000	103 000
GLR	68 393		68 393	68 393
PAREXCO	961 003		961 003	961 003
SACOPAL	122 431		122 431	122 431
SARMEX	41 517		41 517	
SOCECO	2 345 505		2 345 505	2 345 505
SOFIDER	546 572		546 572	546 572
TLD	994 061		994 061	994 061
TOURNAIRE ET ASSOCIES	491 823		491 823	491 823
Sous-total	17 117 437		17 117 437	17 075 920
Usufruit sur immeubles				
STREGO	7 643 920	2 256 490	5 387 430	5 772 863
Sous-total	7 643 920	2 256 490	5 387 430	5 772 863
TOTAL	39 169 509	2 256 490	36 913 019	36 809 306

B) Actif immobilisé

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	1 690 392	15 768	36 684	718 115	11 700	1 036 429
Fonds commercial	145 245					145 245
Autres immobilisations incorporelles	38 680 363	398 651	90 958	463		39 169 509
Immobilisations en cours	72 570		9 569		-72 570	9 569
Immobilisations incorporelles	40 588 570	414 419	137 211	718 578	-60 870	40 360 752
Terrains	20 652					20 652
Constructions	446 379					446 379
Autres immobilisations corporelles	9 043 738	24 852	562 922	802 518		8 828 994
Immobilisations en cours			669 702			669 702
Immobilisations corporelles	9 510 769	24 852	1 232 624	802 518		9 965 727
Participations par mise en équivalence	1 212 172	32 287			-54 039	1 190 420
Créances rattachées à des participations	8 406		153			8 559
Autres titres immobilisés	652 944		123 163	15		776 092
Autres immobilisations financières	295 941		33 445	8 666		320 720
Immobilisations financières	2 169 463	32 287	156 761	8 681	-54 039	2 295 791
TOTAL	52 268 802	471 558	1 526 596	1 529 777	-114 909	52 622 270

L'effet des variations de périmètre concerne l'entrée de la société SARMEX et la variation du pourcentage d'intérêt dans la société ECL DIRECT.

Les entrées d'Autres immobilisations incorporelles concernent l'acquisition de la clientèle DUBILLOT (Montaigu - 85).

Les autres variations contiennent le résultat de la société ECL DIRECT pour -54 k€, les virements de poste à poste et des immobilisations en cours (logiciels) reclassés en charges dans l'exercice pour -61 k€.

C) Amortissements et dépréciations des immobilisations

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	1 454 341	15 779	122 723	716 715		876 128
Fonds commercial	15 245					15 245
Autres immobilisations incorporelles	1 871 057		385 433			2 256 490
Immobilisations incorporelles	3 340 643	15 779	508 156	716 715		3 147 863
Terrains						
Constructions	382 827		4 610			387 437
Autres immobilisations corporelles	6 271 879	19 926	713 330	734 869		6 270 266
Immobilisations corporelles	6 654 706	19 926	717 940	734 869		6 657 703
Immobilisations financières						
TOTAL	9 995 349	35 705	1 226 096	1 451 584		9 805 566

D) Immobilisations financières

1- Participations par mise en équivalence

Entités	Détention	Valeur comptable des titres	Contribution aux réserves du groupe	Contribution au résultat du groupe
ECL DIRECT	28,85%	1 190 420	-174 869	-54 039
TOTAL		1 190 420	-174 869	-54 039

Les créances rattachées à ces participations par mise en équivalence inscrites à l'actif du bilan consolidé s'élèvent à 8 559 euros, contre 8 406 euros au titre de l'exercice précédent.

2- Autres titres immobilisés

Entités	31/08/2017	31/08/2016
Obligations convertibles ECL DIRECT	566 667	500 000
Intérêts courus sur O.C. ECL DIRECT	101 555	55 000
Parts sociales établiss. financiers	91 564	91 023
Divers	16 306	6 921
TOTAL	776 092	652 944

3- Autres immobilisations financières

Entités	31/08/2017	31/08/2016
Dépôts et cautionnements	248 437	222 022
Créances Stregimo	47 753	42 963
Créances PrimeGlobal France	24 530	30 956
TOTAL	320 720	295 941

E) Créances

Nature	Valeur brute	Échéances			Dépréciation	Valeur nette
		1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans		
Avances et acomptes versés	7 868	7 868				7 868
Créances clients et rattachés	23 115 998	23 115 998				23 115 998
Clients douteux	1 347 768	1 347 768			992 266	355 502
Actifs d'impôt différé	1 599 071	1 599 071				1 599 071
Créances sociales	107 788	107 788				107 788
Créances fiscales	2 345 270	2 318 403	26 867			2 345 270
Autres débiteurs	487 431	487 431				487 431
TOTAL	29 011 194	28 984 327	26 867		992 266	28 018 928

F) Dépréciations de l'actif circulant

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	1 033 211		314 160	355 105	992 266
Valeurs mobilières de placement			19 630		19 630
TOTAL	1 033 211		333 790	355 105	1 011 896

G) Trésorerie

La trésorerie nette présentée dans le tableau des flux de trésorerie a été déterminée ainsi :

Nature	31/08/2017	31/08/2016
Valeurs mobilières de placement	2 280 370	
+ Disponibilités	9 598 761	7 478 840
- Concours bancaires courants	20	
TRESORERIE NETTE	11 879 111	7 478 840

H) Autres éléments d'actif

Les montants inscrits en charges constatées d'avance ne concernent que des opérations à caractère habituel.

I) Capitaux propres

Le capital social de l'entité consolidante s'élève à 6 929 832 euros, divisé en 329 992 actions de 21 euros.

Une augmentation de capital par création de 4 142 actions nouvelles a été réalisée au cours de l'exercice en rémunération de l'apport de 100% des titres SARMEX.

Une augmentation de capital en numéraire par création de 24 028 actions nouvelles a également été réalisée au cours de l'exercice.

Le capital est entièrement libéré.

Tableau de variation des capitaux propres

Nature	Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2015	24 178 287	1 955	24 180 242
Variation de capital de l'entité consolidante	1 317 997		1 317 997
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2016	3 564 331	212	3 564 543
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-1 985 730		-1 985 730
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Variation de pourcentages d'intérêts	-469	1 851	1 382
Autres variations	3	-2	1
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2016	27 074 419	3 316	27 077 735
Variation de capital de l'entité consolidante	3 376 175		3 376 175
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2017	4 093 649	708	4 094 357
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-2 263 665		-2 263 665
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Variation de pourcentages d'intérêts	148	-148	
Autres variations	32	1	33
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2017	32 280 758	3 177	32 283 935

J) Provisions pour risques et charges

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Litiges clients	455 395		542 013	455 395	542 013
Litiges autres	164 442		120 005	109 442	175 005
Autres provisions pour risques					
Provisions pour risques	619 837		662 018	564 837	717 018
Engagements de retraite et assimilés	3 467 205	1 190	496 725		3 965 120
Autres provisions pour charges					
Provisions pour charges	3 467 205	1 190	496 725		3 965 120
TOTAL	4 087 042	1 190	1 158 743	564 837	4 682 138
Répartition des dotations et reprises :					
Résultat d'exploitation	-	-	1 038 738	455 395	-
Résultat financier	-	-			-
Résultat exceptionnel	-	-	120 005	109 442	-

• Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 1,53% par an et 1,96% en N-1
(moyenne des taux iBoxx au 31 août des 4 derniers exercices)
- Turnover : moyen pour les salariés ; faible pour les TNS
- Table de mortalité : INSEE 2017
- Initiative du départ en retraite : salariés 100%
- Taux de charges sociales : 43% salariés ; 46% TNS

Le groupe a souscrit depuis l'exercice clos le 31 août 2000 une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière pour les salariés. Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versements de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles. Il a été procédé à un versement d'un montant de 150 000 euros dans l'exercice.

L'épargne globale cumulée à la clôture de l'exercice s'élève à 999 887 euros.

Nature	Engagement net à l'ouverture	Variation périmètre	Engagement à la clôture	Couverture à la clôture	Engagement net à la clôture	Variation de l'exercice
Salariés	2 243 904	1 190	3 523 231	999 887	2 523 344	278 250
TNS	1 223 301		1 441 776		1 441 776	218 475
TOTAL	3 467 205	1 190	4 965 007	999 887	3 965 120	496 725

K) Impôts sur les résultats

1- Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	31/08/2017	31/08/2016
Résultat d'ensemble consolidé	4 094 357	3 564 543
- Résultat des sociétés mises en équivalence	-54 039	-154 914
+ Impôt sur les résultats (a)	1 853 893	1 378 279
Résultat théorique taxable	6 002 289	5 097 736
Impôt théorique au taux en vigueur de 33,33% (b)	2 000 763	1 699 245
Différence d'impôt (a) - (b)	-146 870	-320 966

Justification de la différence d'impôt	31/08/2017	31/08/2016
Différence de taux (IS à 28%)	213 777	
CICE non imposable	-450 898	-364 718
Charges non déductibles et produits non imposables	59 276	53 046
Résultat et distributions des sociétés transparentes	9 060	1 981
Contributions additionnelles et régularisations d'impôt	123 109	84 316
Crédits d'impôt	-90 432	-83 431
Effet des cessions de titres consolidés	-10 762	-12 160
Différence d'impôt (a) - (b)	-146 870	-320 967

2- Ventilation des actifs et passifs d'impôt différé

Nature	31/08/2017	31/08/2016
Frais d'acquisition de titres	847	29 467
Non-valeurs		1 102
Provisions pour engagements de retraite	1 123 520	1 155 734
Profits internes sur cessions d'actifs immobilisés	3 333	3 333
Harmonisation des comptes réciproques	333	62
Décalages temporaires (provisions non déductibles)	421 425	372 498
Déficits fiscaux reportables (1)	81 857	68 264
Impôts différés Actif	1 631 315	1 630 460
Provisions réglementées	24 590	28 618
Dépréciations internes de créances		12 333
Résultat intercalaire des sociétés transparentes	7 654	6 714
Impôts différés Passif	32 244	47 665
Solde des impôts différés (Actif - Passif)	1 599 071	1 582 795
Après compensation par entité fiscale :		
Actifs d'impôt différé	1 599 071	1 582 795
Provisions pour passif d'impôt différé		

(1) Au 31/08/2017 : il s'agit des déficits reportables de la société WEBLEX d'un montant de 292 345 euros.

L'évolution progressive du taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% à 28% a été prise en compte dans la détermination des impôts différés comptabilisés au 31 août 2017. Au titre de l'exercice, cela concerne les provisions pour engagements en matière de retraite et les déficits fiscaux reportables.

L) Dettes

Échéances des dettes	Montant	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	14 898 801	3 310 370	7 995 483	3 592 948
Intérêts courus sur emprunts	13 106	13 106		
Concours bancaires courants	20	20		
Emprunts et dettes financières divers	927 389	310 028	616 488	873
Avances et acomptes reçus sur commandes	500	500		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 846 964	1 846 964		
Dettes fiscales et sociales	15 129 743	15 129 743		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	227 602	227 602		
Autres dettes	341 560	341 560		
TOTAL	33 385 685	21 179 893	8 611 971	3 593 821

La variation des emprunts et dettes financières s'explique comme suit :

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Augmentat.	Diminution	Clôture
Emprunts et dettes auprès étab. de crédit	15 796 856		2 273 000	3 171 055	14 898 801
Intérêts courus sur emprunts	17 658			4 552	13 106
Concours bancaires courants			20		20
Dépôts de garanties reçus	873				873
Participation des salariés	994 290			211 698	782 592
Comptes courants créditeurs	166 170			22 246	143 924
TOTAL	16 975 847		2 273 020	3 409 551	15 839 316

M) Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comprennent notamment le solde des subventions d'investissement, dont le montant s'élève à 4 176 euros à la clôture de l'exercice.

N) Instruments financiers

La société STREGO a souscrit des contrats SWAP :

- CIC jusqu'en juillet 2021 afin de garantir à 0,61% le taux d'intérêt hors marge d'un emprunt de 1 500 k€ ;
- CIC jusqu'en avril 2019 afin de garantir à 0,62% le taux d'intérêt hors marge d'un emprunt de 500 k€ ;
- BPA jusqu'en janvier 2030 afin de garantir à 0,92% le taux d'intérêt hors marge d'un emprunt de 1 400 k€ ;
- BNP jusqu'en janvier 2019 afin de garantir à 0,53% le taux d'intérêt hors marge d'un emprunt de 450 k€.

O) Engagements hors bilan

Nature	Engagements donnés	Engagements reçus
Cautions hypothécaires	1 145 076	5 242 918
Cautions solidaires au profit de ECL DIRECT et sa filiale FIZEN	184 000	
Cautions bancaires		110 000
Billets financiers non utilisés		2 770 000
Découverts autorisés non utilisés		1 700 000
Dotation à la Fondation Strego	22 000	
TOTAL	1 351 076	9 822 918

V) Explications des postes du compte de résultat consolidé

A) Produits d'exploitation

Nature	31/08/2017	31/08/2016
Subventions d'exploitation	5 263	5 381
Reprises dépréciations actif circulant	355 105	405 483
Reprises provisions risques et charges	455 395	420 277
Transferts de charges d'exploitation	2 093 999	1 570 383
Autres produits	31 199	22 915
TOTAL	2 940 961	2 424 439

B) Autres achats et charges externes

Nature	31/08/2017	31/08/2016
Achats de sous-traitance	1 862 397	1 196 014
Achats non stockés de matières et fournitures	911 153	930 645
Locations	3 289 525	3 196 728
Entretiens et réparations	2 377 904	1 761 757
Primes d'assurance	1 342 867	1 175 772
Etudes, documentations, séminaires	303 341	266 814
Personnels extérieurs	139 606	601 308
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	1 829 699	1 577 187
Publicité, publications, relations publiques	918 344	630 709
Transports de biens et du personnel	2 665	4 047
Déplacements, missions et réceptions	1 849 341	2 000 722
Frais postaux et de télécommunications	1 032 187	999 831
Services bancaires et assimilés	195 320	207 579
Divers (cotisations, ...)	757 375	691 016
TOTAL	16 811 724	15 240 129

C) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes liés au contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 48 935 euros.

Commissaires aux comptes	Certification des comptes	Autres services
ALTONEO	26 035	
FIDACO AUDIT CONSEIL	17 000	
CONTRÔLE AUDIT CONSEIL	3 750	
CABINET VILAINE	2 150	
TOTAL	48 935	

D) Charges de personnel et effectif

1- Charges de personnel

Nature	31/08/2017	31/08/2016
Salaires et traitements, charges sociales	53 230 824	49 909 708
Participation des salariés	550 791	470 966
Intéressement	800 826	672 397
TOTAL	54 582 441	51 053 071

2- Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 1 352 694 euros a été porté au crédit du poste « Charges sociales » du compte de résultat, et vient en diminution des charges d'exploitation. Au titre de l'exercice précédent, le CICE s'élevait à 1 094 154 euros.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2016 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice, et le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés du prochain exercice.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Ce crédit d'impôt est utilisé pour des efforts en matière d'investissements, de formation et de recrutement.

3- Effectif

Nature	31/08/2017	31/08/2016
STREGO	826	760
SOFIDER	-	15
AUDIT ET DIAGNOSTIC	46	48
EUFRATE		1
OMBELLO	7	6
WEBLEX	5	3
TOTAL	884	833

E) Produits et charges financiers

Nature	31/08/2017		31/08/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts des emprunts bancaires		102 631		135 903
Intérêts des emprunts bancaires immobiliers		152 673		181 083
Intérêts des dettes de participation		6 888		9 675
Intérêts des billets à ordre et des swap		26 766		26 505
Intérêts des comptes courants		3 655		5 124
Intérêts bancaires		30		1 141
Revenus des titres immobilisés	35 830		9 262	
Intérêts des O.C. ECL DIRECT	46 555		65 000	
Gains et pertes de change	37	291	123	17
Amortissements, dépréciations, provisions		19 630		
Autres produits et charges financiers	33 836	204	183 146	1 112
TOTAL	116 258	312 768	257 531	360 560

F) Produits et charges exceptionnels

Nature	31/08/2017		31/08/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits de cession des éléments d'actif	136 533		46 519	
Valeur comptable éléments d'actif cédés		69 527		67 293
Cession titres consolidés et variat. périmètre	32 287		484 500	398 938
QP de subventions d'investissement	2 972		1 767	
Rentrées sur créances amorties	5 415		12 941	
Pénalités, amendes, redressements fiscaux		3 918		342
Franchises sur sinistres clients		8 930		13 696
Amortissements, dépréciations, provisions	109 442	120 005	80 355	117 512
Autres produits et charges exceptionnels	14 151	16 091	12 395	83 833
TOTAL	300 800	218 471	638 477	681 614

G) Résultat par action

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice a été déterminé en tenant compte de l'augmentation de capital de la société consolidante réalisée le 19 janvier 2017.

Le capital social était divisé en 301 822 actions, avant d'être augmenté au cours de l'exercice pour être divisé en 329 992 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions retenu s'élève ainsi à 319 110 actions, contre 297 552 actions pour l'exercice précédent.

VI) Autres informations

A) Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, ayant des incidences financières significatives et dont la connaissance est nécessaire à la bonne information concernant l'activité et la situation financière du groupe, n'est connu à la date d'arrêté des comptes.

B) Transactions avec les parties liées

Les transactions qui pourraient être conclues avec des parties liées sont soit jugées non significatives, soit considérées comme conclues à des conditions normales de marché.

C) Rémunération des dirigeants

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.

D) Passage des capitaux propres sociaux aux consolidés

Nature	Résultat	Capital et réserves	TOTAL
Cumul des comptes sociaux	4 566 796	34 825 297	39 392 093
• Harmonisation dates de clôture, intra-groupes	-815	-185	-1 000
ID sur retraitement	271	62	333
• Impôts différés sur déficits reportables	13 593	68 264	81 857
• Impôts différés sur décalages temporaires	48 928	372 497	421 425
• Impôts différés sur résultat intercalaire	-940	-6 714	-7 654
• Impôts différés sur frais d'acq. de titres	-35 714	36 581	867
• Amortiss. dérogatoires frais d'acq. de titres	-21 179	21 239	60
ID sur retraitement	7 060	-7 080	-20
• Elimination des dividendes	-34 300	34 300	
• Elimin. profits sur cessions d'immobilisations		-1 349 373	-1 349 373
ID sur retraitement		3 333	3 333
• Elimin. dépréciations internes de titres	-24 050	24 050	
ID sur retraitement			
• Elimin. dépréciations internes de créances	-37 000	37 000	
ID sur retraitement	12 333	-12 333	
• Amortiss. dérogatoires sur actif immobilisé	-12 084	85 855	73 771
ID sur retraitement	4 028	-28 618	-24 590
• Neutralisation provision retraite existante	112 339	400 818	513 157
• Comptabilisation provision retraite	-506 091	-3 470 490	-3 976 582
ID sur retraitement	-33 309	1 156 829	1 123 520
• Retraitement frais d'établissement	3 306	-3 306	
ID sur retraitement	-1 102	1 102	
• Ecart d'évaluation sur incorporels		17 737 669	17 737 669
• Elimination mali de fusion		-14 047 047	-14 047 047
Comptes sociaux retraités	4 062 069	35 879 750	39 941 819
Intérêts minoritaires	708	2 469	3 177
Part du groupe avant élimination	4 061 361	35 877 281	39 938 642
- Valeur des titres	-	7 657 885	7 657 885
+ Variation de périmètre	32 287	-32 287	
Part du groupe	4 093 648	28 187 109	32 280 757